

Heureusement pour nous, au Canada, les dictateurs que nous élisons n'ont pas beaucoup des qualités que possèdent normalement les dictateurs; c'est là que repose notre liberté. Néanmoins, comme Shakespeare l'a dit, "l'appétit s'accroît de ce qui le nourrit", et cela ne s'applique à aucun appétit avec plus de force qu'à l'appétit du pouvoir. La liberté est rarement menacée de la circonférence; elle l'est invariablement du centre. Ce ne sont pas les quelques sectaires fanatiques, *Christian Brethren*, Témoins de Jéhovah, etc., qui menacent les libertés du Québec: c'est le gouvernement qui édicte des lois comme la loi du cadenas qui menace ces libertés. Incidemment, quand je suis allé en Allemagne dans l'été de 1949, il se distribuait partout des pamphlets représentant le Québec comme un endroit où n'était tolérée aucune liberté d'opinion religieuse, comme un pays sans liberté comparé à l'Allemagne libre. Ce n'est pas une réputation très agréable à posséder à l'étranger pour une province canadienne ("*Stadt Quebeck, stella deine Zeugen! Keino Gottesdienstfreiheit in der Stadt Quebeck!*" — "Cité de Québec, assigne tes témoins! Pas de liberté de culte dans la cité de Québec!" — *Erwachtet!* vol. XXVII, N° 6, Berne, 22 mars 1949.)

Ces mots sont peut-être forts, mais je désire les souligner. Le danger pour la liberté vient de ceux qui détiennent le pouvoir, non de ceux qui ne le détiennent pas. Le bon citoyen doit toujours surveiller ses gouvernants, qu'ils s'appellent fonctionnaires, bureaucrates, policiers ou ministres. Je ne suis en guerre contre aucun des ministres, parmi lesquels il y a des défenseurs de la liberté aussi ardents que je le suis. Je dis simplement que les fonctions publiques sont toujours dangereuses pour ceux qui les exercent et que nous ferons toujours bien de maintenir et d'accroître les moyens de freiner les personnes au pouvoir. Toute la tendance des temps modernes semble être d'accroître les pouvoirs de l'État. Mais nous ne devons pas renoncer à l'effort nécessaire pour renforcer les digues protégeant notre liberté et l'une des meilleures façons de procéder est sûrement de borner formellement les pouvoirs de nos gouvernants.

L'homme qui exerce des fonctions publiques veut invariablement plus de pouvoirs, il veut toujours une lame aiguisée pour trancher les difficultés du moment, et cela n'est qu'un trait de la nature humaine. Il est souvent difficile d'avancer de bons arguments contre une mesure qui produira plus d'efficacité. Mais ceux qui ont l'habitude de regarder ces mesures dans la perspective sociale et historique savent très bien que l'efficacité peut facilement être la mort de la liberté. La liberté était en sûreté au Canada dans l'ancien temps, alors que les fonctionnaires étaient nonchalants et alors que nos politiciens ne se prenaient pas trop au sérieux. Aujourd'hui, alors que de brillants esprits affluent dans l'administration, qu'il règne une atmosphère de fièvre et de crise et que les ministres sont contraints de se prendre de plus en plus au sérieux, la liberté devient une coque rudement secouée.

Je résume ce point en affirmant de nouveau que *le danger pour la liberté ne provient pas de ceux qui sont hors du pouvoir, mais de ceux qui sont au pouvoir*. Si nous parvenons à modérer la main du personnage officiel, nous aurons gagné un peu plus d'assurance de vivre dans une société libre.

Conclusion:

J'ai écrit tout ceci avec l'espoir que ce sera de quelque assistance pour le Comité et je sais fort bien que ce n'est pas le dernier mot sur la question. Je crois que cet exposé, cependant, donne un juste aperçu de l'arrière-plan historique et tire quelques justes déductions de cet arrière-plan. Il n'est pas présenté avec un esprit partisan ou pour un parti, mais simplement parce que, comme historien, je crois pouvoir discerner des tendances dans le passé et être un peu